



INTERNATIONAL CONGRESS GLOBAL PEASANTS' RIGHTS

07-10 / 03 / 2017 SCHWÄBISCH HALL / GERMANY
NEUBAUSAAL SCHWÄBISCH HALL / SCHLOSS KIRCHBERG

La déclaration de Souabe Hall sur les droits de paysans – *Un pas en avant pour l'avenir de l'humanité*

Il y a près de 500 ans, les intrusions croissantes sur les terres communes des paysans par les princes et les églises ont mené à des soulèvements ruraux dans le sud de l'Allemagne et à la rédaction des "Douze Articles" du manifeste paysan. Ce document incarne la première revendication pour des libertés et des droits humains en Europe et contient le droit à l'égalité d'accès à la terre, aux forêts et aux zones de pêche. Les seigneurs féodaux ont violemment réprimé cette révolte, ce qui n'a pas empêché les paysans de résister et de montrer que la noblesse féodale ne l'avait emporté. L'histoire en témoigne : lorsque les paysans essuient un revers, ils reviennent toujours à la charge. Les révoltes paysannes ont toujours lieu aujourd'hui !

Le Congrès « Global Peasants' Rights », organisé du 8 au 10 mars 2017, symbolise ce combat. Plus de 400 paysans, pêcheurs, bergers, apiculteurs, membres de populations autochtones, travailleurs migrants et saisonniers, femmes, jeunes des milieux ruraux, consommateurs, représentants d'ONG et de gouvernements, universitaires, avocats et militants de plus de 50 pays se sont rassemblés dans la ville de Schwäbisch Hall, un haut lieu de la guerre des paysans allemands, pour échanger leurs vues, apprendre les uns des autres et donner un coup de projecteur sur le processus actuel de rédaction de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Cette déclaration a ses racines dans un mouvement des droits paysans de longue durée de partout dans le monde. Avec le soutien du gouvernement bolivien, le processus a rapidement progressé au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et une quatrième ronde de négociations débutera en mai 2017. Le Congrès sur les droits des paysans organisé cette semaine a montré que si nous venons d'horizons radicalement différents, nous sommes néanmoins capables de joindre nos efforts pour la défense de la dignité et de la nature humaines. Ce chemin prend la forme d'une rivière aux nombreux affluents traversant différents paysages qui culminent en un puissant courant de vie.

Les oppresseurs du passé ont aujourd'hui de nouveaux visages. Les armes du capital ont remplacé les seigneurs féodaux :

les entreprises, les élites et les gouvernements nationaux saisissent nos territoires, y compris les océans, et mettent en péril nos moyens de production, la cohésion sociale, la souveraineté et la paix des peuples. Chaque fois que nous sommes empêchés de contrôler nos territoires, la souveraineté alimentaire est en danger énorme. Les peuples de bergers, en particulier, ont perdu leur mobilité et leur lien si particulier à leur écosystème diversifié. violence à l'encontre de nos territoires est étroitement liée à la violence faite aux femmes. Les femmes souffrent d'attaques physiques et ne sont pas reconnues en tant que sujets politiques de transformation. La concentration de la terre augmente brusquement dans le monde entier, sous l'influence d'un modèle de production et de développement qui détruit la biodiversité et l'environnement et alimente le changement climatique. En parallèle, les programmes de réforme agraire sont abandonnés,

les personnes sans terre sont soumises à de nouvelles formes d'esclavage, de nombreuses personnes sont contraintes de migrer.

L'absence de mécanismes internationaux, qui gèrent les migrations, accroît la vulnérabilité des migrants et de leurs communautés. En particulier, les femmes sont souvent abandonnées sur place, avec une charge accrue de travail productif et reproductif. Les travailleurs des champs et les migrants sont lourdement exposés aux pesticides et doivent s'adonner à un travail rémunéré au produit, sans sécurité d'emploi. On leur refuse l'accès à la sécurité sociale et leur interdit de s'organiser librement. Ils sont souvent vulnérables pour être expulsés. Les femmes et les migrants sont les travailleurs ruraux les plus exploités.

Nos animaux courent eux aussi le risque d'être subtilisés par les centres de recherche et les entreprises qui tentent de déposer des brevets sur leurs caractéristiques génétiques. Les accords commerciaux, la Banque Mondiale, le G7 et les fondations soi-disant philanthropiques forcent le gouvernement du Sud à introduire des semences industrielles et à aligner leurs législations sur les régimes internationaux de protection de la propriété intellectuelle. Par conséquent, les paysans d'Europe et d'ailleurs sont criminalisés parce qu'ils conservent et resèment des semences sujettes à la protection de la convention UPOV. Notre savoir, en tant que paysans, éleveurs de bétail et apiculteurs, nos innovations et notre développement de la biodiversité souffrent de la discrimination des défenseurs d'un savoir soi-disant supérieur des sciences et du monde académique. La relation indissociable et holistique qui unit nos communautés, nos cultures et la nature de nos territoires est brutalement contestée.

Notre accès aux moyens de production tels que les prêts, les infrastructures et les assurances est souvent limité. Nous sommes privés d'accès aux marchés qui, avec les politiques agricoles, sont essentiellement tournés vers le commerce international. Le pouvoir de marché des entreprises et des intermédiaires maintient les prix du poisson et des autres produits paysans à un bas niveau. Les marchés alimentaires publics locaux sont privatisés.

Enfin, nous sommes confrontés à une répression brutale. Dans de nombreux pays, les médias, en collusion avec les gouvernements, manipulent l'opinion publique contre les communautés rurales qui résistent et, plus largement, promeuvent un système d'oppression et d'inégalité. Chaque fois que nous défendons nos droits, nos territoires et nos moyens de subsistance, les gouvernements nous harcèlent physiquement et juridiquement. Au nom de la lutte contre le terrorisme, les gouvernements de droite criminalisent un grand nombre de dirigeants de mouvements sociaux, sous couvert de lois antiterroristes. En outre, la montée en flèche de la xénophobie, du nationalisme, du racisme, de la misogynie, de l'homophobie et de la transphobie met en péril la souveraineté alimentaire et la souveraineté populaire et menace l'identité de nos populations rurales.

À la lumière de ces menaces communes, nous sortons de ce Congrès profondément convaincus de l'importance stratégique d'une Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Cette Déclaration renforce la légitimité de nos revendications et rend visible nos valeurs sociales, culturelles et politiques. Elle reconnaît notre énorme contribution au bien-être collectif, que ce soit par la fourniture d'aliments nourrissants ou le développement de la biodiversité et la protection de l'environnement. Elle contribue à l'émancipation des femmes des structures patriarcales. Elle tient compte de l'importance de la pensée intergénérationnelle et de la transmission des connaissances dans les zones rurales. En fin de compte, elle reconnaît que notre avenir collectif, et l'avenir même de l'humanité, sont liés aux droits des paysans et et d'autres personnes qui travaillent dans les zones rurales. La Déclaration est un outil de lutte important, permettant de compiler nos droits dans un seul instrument de manière holistique et cohérente. Elle provoque un changement de conscience et inspire de nouvelles lois. Elle peut devenir un vecteur de convergence des mouvements et des luttes engagés pour des changements systémiques plus importants.

Afin que la Déclaration jouisse d'un soutien accru de la part des États, les participants au Congrès « Global Peasants' Rights » appellent tous les détenteurs de droits des mouvements représentés dans la Déclaration - paysans, éleveurs et peuples de bergers, pêcheurs, habitants des forêts, peuples autochtones, artisans ruraux, communautés traditionnelles, entre autres - à construire des alliances dans leurs propres contextes locaux et nationaux, à continuer à résister et à se mobiliser de façon conjointe. Les luttes au niveau de la base sont cruciales pour assurer la reconnaissance et le soutien de nos gouvernements nationaux et pour générer une pression forte et large pour une approbation rapide de cette Déclaration.

Nous appelons les gouvernements du monde à engager sérieusement dans ce processus. Nous appelons particulièrement les gouvernements allemand et européen à respecter leur engagement en faveur des droits de l'homme en s'engageant fortement dans ce processus historique. Les violations des droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales sont également perpétrées ici, en Europe, où la politique agricole commune soutient la logique de « l'augmentation par la taille ou la disparition ». Ce système industriel agricole et alimentaire européen, axé sur la production et l'exportation, conduit à une dépeuplement en Europe et a de lourdes incidences externes sur l'ensemble de la planète.

Nous reconnaissons que, bien que provenant tous de nombreux contextes différents, nous subissons des formes d'oppression qui s'entrecroisent et nous devons faire preuve de solidarité les uns envers les autres - Sud et Nord, femmes et hommes, aînés et jeunes, ruraux et urbains, paysans, travailleurs migrants et saisonniers, peuples autochtones, pêcheurs, peuples de bergers et apiculteurs. Nous affirmons nos luttes interconnectées. Si l'un de nous perd, nous perdrons tous. Notre capacité d'organisation est notre instrument de pouvoir et nous mènera à l'application effective de nos droits en tant qu'êtres humains et paysans.

Telle une rivière, nos forces afflueront ensemble pour former un puissant courant de vie !
Longue vie aux paysans et aux paysannes !

Schwäbisch Hall, le 10 Mars, 2017

Organizer of the congress



Stiftung Haus der Bauern
Schwäbisch Hall



BÄUERLICHE ERZEUGERGEMEINSCHAFT
SCHWÄBISCH HALL
www.besh.de



Ecoland International



Europäische Koordination
Via Campesina (ECVC)



Arbeitsgemeinschaft
bäuerliche Landwirtschaft



FIAN-International and
FIAN Deutschland

Partner

